



**Objet : Dégrèvements de  
Taxe foncière consécutifs  
à des pertes de récoltes.**

COMMUNE D AUSSAC  
0061 RUE DE LA REPUBLIQUE  
16560 AUSSAC VADALLE

Nature du sinistre : DIVERS  
Date du sinistre : 01/10/24

N° de sinistre	TRÉSORERIE	:	SIP ANGOULEME		
24-PR001	COMMUNE	:	024 AUSSAC-VADALLE		
	PROPRIETAIRE	:	COMMUNE D AUSSAC		
	N° COMMUNAL	:	024 +00108		
	REFERENCE	:	4664596255	RÔLE : 221	ANNÉE : 2024
	N° FACTURE	:	2416402571284		

Le 30/10/2024,

Bonjour,

Vous avez déposé une demande de dégrèvement pour pertes de récolte concernant la taxe foncière de l'année 2024.

J'ai l'honneur de vous informer qu'un dégrèvement relatif au sinistre du 01/10/24 vient d'être émis à votre attention, pour un montant de 94 €.

Vous trouverez ci-joint le relevé des parcelles concernées.

Nous vous rappelons que le dégrèvement accordé au bailleur d'un bien rural à la suite de calamités agricoles doit bénéficier au fermier (article L.411-24 du Code rural et de la pêche maritime).

Ce dégrèvement diminue d'autant le montant de l'impôt figurant sur votre avis de taxe foncière.

Si vous avez déjà payé cet impôt, le dégrèvement vous sera directement remboursé sans démarche de votre part.

**PERTES DE RECOLTE SUITE A UNE PLUVIOMETRIE TRES EXCEDENTAIRE AU COURS DE L ANNEE 2024 SUR TOUTES LES PARCELLES CLASSEES DANS LA DOCUMENTATION CADASTRALE EN CATEGORIE : TERRES ET PRES.**

Je vous prie d'agréer l'assurance de ma considération distinguée.

Par délégation du directeur, le responsable de centre :  
**ISABELLE GUILLEMAIN**

035442

Conformément à la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ainsi que le droit à la limitation du traitement. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au service des finances publiques dont vous dépendez ou à l'adresse suivante : donnees-personnelles-mes-droits@dgfip.finances.gouv.fr. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

002680

002680

Page 73453

